Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 28 (1956)

Heft: 4

Artikel: De la nécessité des contacts humains pour l'étude des problèmes de l'habitat

Autor: Laprade, Albert

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-124515

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

DE LA NÉCESSITÉ DES CONTACTS HUMAINS POUR L'ÉTUDE DES PROBLÈMES DE L'HABITAT

par Albert Laprade, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux

La volonté de multiplier en France les logements économiques, et même les logements d'urgence, est certainement opportune et nécessaire.

Les résultats, malgré beaucoup de plaintes, sont dans l'ensemble remarquables et l'on doit se réjouir du bonheur qui règne dans ces nouveaux logis, presque tous meublés avec un luxe surprenant, entretenus avec une propreté exemplaire. Leurs bénéficiaires sont incontestablement enviés par la cohorte des candidats non pourvus.

Et cependant tous les problèmes ne sont pas résolus pour cela, car le logement n'est pas uniquement une question de mètres carrés, de prix, d'équipement, de rapidité des réalisations. Si dans l'antiquité le « foyer » avait un caractère sacré, dans le présent demeurent encore de nombreux impératifs psychologiques.

*

C'est dire l'intérêt des enquêtes directes. Aussi pour nous faire une opinion au sujet des maisons populaires, nous avons pendant de nombreuses années multiplié les contacts avec l'usager ou plutôt l'usagère, en particulier avec les femmes d'ouvriers. Ayant, par exemple, près d'un grand barrage du centre, frappé vers 10 heures du matin à la porte d'un nouveau logis, la femme vint nous ouvrir, assez troublée et disant :

— Bien volontiers je vous laisserais entrer, mais vous comprenez, le matin, rien n'est propre. Revenez donc à 2 heures, vous serez le bienvenu.

Cette réponse constituait un premier test d'importance capitale : chez toute femme française il y a d'abord un incroyable amour-propre et elle ne veut pas qu'on pénètre directement dans son foyer. Donc nécessité d'une entrée, si petite soit-elle, où l'on puisse au moins parlementer avec tout venant. Dans le vieux Mans, une sœur de Saint-Vincent-de-Paul, que nous interrogions sur les questions d'habitat, nous contait l'anecdote suivante :

Visitant une pauvresse dans le plus extrême dénuement, celle-ci faisait difficulté pour la laisser entrer dans sa pitoyable pièce aux planchers et plafonds crevés, aux fenêtres sans vitres. La bonne sœur insistant gentiment, son interlocutrice lui fit cette réponse admirable :

— Vous comprenez, ma Sœur, on a beau être pauvre, on est fier.

Cette fierté d'un chez-soi très clos et toujours propre constitue un des côtés essentiels de l'âme française.

Il faut comprendre ces données... et beaucoup d'autres si l'on veut établir un programme sensé de construction dans notre pays. Les considérations financières ou techniques sont certes importantes, mais construire est avant tout un grand problème humain réclamant au départ infiniment d'amour et de respect pour l'occupant.

*

D'autre part, on ne porte pas assez attention aux désirs de la femme française, de la femme du peuple. Jusqu'à ce jour, on ne l'a jamais sérieusement consultée (bien qu'elle soit électrice !). Dans les Comités d'entreprise les ouvriers donnent parfois leur avis, mais en matière de logis, ils sont sans grande compétence. Les maisons sont des royaumes où règnent souverainement leurs femmes, principales usagères.

Si en haut lieu, planing de travaux, normes, dimensions, tout est réglé par des fonctionnaires fort savants et fort consciencieux, par contre nos femmes de France leur rendraient des points quant au bon sens.

Cette situation (on pourrait dire ce divorce) est chose grave, car des erreurs de diagnostic au départ peuvent engager une partie des dépenses à faux.

Il est des pays où, expériences faites, on rectifie les réglementations. Ces jours derniers, dans une Exposition internationale à La Haye, on pouvait voir un diptyque de l'Institut national des assurances italiennes qui, en vertu de la loi Fanfani, est le plus gros constructeur de logements populaires.

Sur un panneau figuraient les schémas types des plans de logements exécutés dans les cinq dernières années. Sur un deuxième tableau il y avait de nouveaux schémas avec cette note : « L'expérience de cinq années a prouvé que la solution préférée par les habitants est celle d'un type avec « cuisine-salle à manger » distincte de « la salle de séjour ». Les nouveaux schémas, dans l'organisation des séchoirs par exemple, correspondent exactement à ce que réclament, presque dans tous les pays, les femmes d'ouvriers.

Cet acte d'humilité de la part des « planificateurs » officiels est digne d'être noté ! Puisse-t-il être imité en France, car la vie doit avoir le dessus sur les règlements temporaires.

*

Disons d'ailleurs qu'il est chimérique de faire du bonheur standard. Cela peut se concevoir sous d'autres cieux, mais pas en France. La diversité est la caractéristique et le charme de notre pays. Paysages, climats, matériaux, comportements si variés des individus, de province à province, de ville à ville, même de quartier à quartier, de profession à profession, tout cela fait que c'est une erreur que d'imposer de façon trop absolue des règlements en matière d'habitat. Quand on installe, par exemple, des salles d'eau avec douches pour nos paysans de la Haute-Maurienne, ceux-ci ne sont guère satisfaits, car se doucher dans une pièce qui n'a pas le chauffage central est là-haut, pendant dix mois sur douze, une entreprise qui semble à nos montagnards beaucoup plus périlleuse que de gravir des pentes abruptes.

Et ce n'est pas seulement à 2000 mètres d'altitude que les salles d'eau risquent de ne jamais servir. Même dans les climats les plus tempérés de la France, bien rares sont les habitants qui font leur toilette dans une pièce glacée. D'où à l'heure actuelle, dans ces maisons nouvelles, si dépourvues de débarras, tant et tant de bacs à douches devenus bacs à pommes de terre.

Qu'on le veuille ou non, le travailleur français, fils de la terre, a ses idées !

Personne ne veut se mettre dans la tête qu'il est foncièrement économe et conservateur. Il lui faut des débarras, beaucoup de débarras, afin de ne rien perdre, de ne rien gaspiller, de ne dépendre de personne, avec des possibilités de bricolage et d'élevage de lapins et de poules.

De plus, le Français est très frileux et voudrait pourtant réduire ses dépenses de chauffage. Ces deux derniers points ont une extrême importance. En France, que ce soit individuellement, au bois, au charbon, à l'électricité, au mazout, au gaz, ou qu'on ait recours au chauffage collectif, et notamment au « chauffage urbain », l'usager est scandalisé de l'importance du budget « chauffage » lequel, généralement, est beaucoup plus élevé que celui du loyer proprement dit. Les chroniques protestations des locataires de collectifs contre les notes de chauffage sont bien connues.

Par ailleurs, que de fois avons-nous eu les doléances d'ouvriers (ou de bourgeois) chez qui on avait installé un chauffage central... et qui ne l'allumèrent plus dès qu'ils eurent conscience du prix de revient. C'est là à notre avis la donnée essentielle, presque N° 1 du logement, cela pour les familles « obligées de compter », familles qui sont légion.

Ayant vécu dix ans dans le département du Nord en contact avec des petites gens et des ménages ouvriers, que de fois avons-nous pu observer leur genre vie ! Ils veulent tous ce que l'on appelle « la salle propre » avec les beaux meubles et les souvenirs qui leur sont chers, mais ils n'en jouissent vraiment que les jours de repos. Le samedi, à 14 heures, la ménagère allume le poêle de la belle pièce de vie et l'éteindra le dimanche à 21 heures. Ces jours-là, fait tout nouveau, la femme reçoit voisins ou amis et le reste du temps cette salle propre est le sas, toujours impeccable, où l'on reçoit l'étranger survenant à l'improviste. Le reste de la semaine la famille vit, ou souhaite vivre dans une cuisine de moyenne dimension, où se réalisent les bons plats, où l'on prend (pour le moins) les petits déjeuners du matin, où se font le repassage, le raccommodage, les devoirs des enfants et de bonne heure le matin... *la toilette sur l'évier, bien « au chaud »*. Les gens aisés peuvent sourire mais les choses sont ainsi. Quand il s'agit avec peu d'argent de suffire à tant de besoins : loyer, éclairage, chauffage, études, vacances, vêtements, nourriture, etc... la femme française, merveilleuse organisatrice, cherche des économies et les réalise en premier lieu sur le chauffage. De plus, elle réclame une diminution de fatigue pour « le ménage ». Elle veut nettoyer quotidiennement le moins de mètres carrés possible. D'où le vœu général pour une cuisine-salle à manger d'environ 9 mètres carrés. Aux Etats-Unis, on réchauffe le contenu des boîtes de conserves dans des cuisines-placard. En France on aime le pot-au-feu, le cassoulet, l'aïoli, ce qui implique des grandes fenêtres qu'on ouvre, si besoin est, cinq minutes. Climatisation très efficace à prix réduits ! La femme d'ouvrier a horreur de la pièce à tout faire avec le coin à recevoir, le coin à manger, le coin à coucher. C'est là, à son avis, conception d'artiste pour « la vie belle » sans enfants.

Aussi en avons-nous entendu des malédictions au sujet des cuisines étriquées ! En avons-nous vu, dans les milieux ouvriers, de ces grandes baies, entre salle commune et alcôve-cuisine, vite fermées par n'importe quel moyen de fortune ! Et toujours les mêmes plaintes : « La cuisine est ridiculement petite. On crève de froid dans vos pièces à courant d'air, avec ces grandes baies au nord et au sud ! Ma cuisine ne peut, de l'alcôve-cuisine, chauffer la salle de vie. Et l'on n'a pas les moyens d'avoir sans arrêt deux feux allumés », ou bien : « ils nous la baillent belle ces théoriciens de ministère qui veulent nous faire vivre leur vie, alors que nous, on est pauvre, etc... ».

En avons-nous entendu des grognements chez les cheminots du Mans ou de Dijon, chez les retraités de Fives-Lille, dans leur phobie de « tous ces gars de Paris » qui les tyrannisent avec leurs règlements.

Evidemment les situations varient à l'infini, notamment en matière de chauffage. Les mineurs qui touchent des allocations de charbon, les électriciens (près de nos grandes centrales) qui ont des prix spéciaux pour le courant et qui piquent des « baladeuses » sur leur cuisinière, ceux-là chauffent sans difficulté la salle d'eau ou la salle de vie et en jouissent parfaitement. Mais ce sont là des exceptions.

Pas de problème, bien sûr, pour ceux qui ont de gros billets dans leurs portefeuilles afin d'acheter du charbon, mais pour les autres, l'immense majorité, ils seraient infiniment plus satisfaits avec une cuisine de moyenne grandeur et une salle de vie de moyenne grandeur.

Actuellement nos plans sont beaucoup trop calqués sur des plans de pays où il fait chaud comme au Mexique ou au Brésil, ou sur des plans de pays où les calories sont bon marché, comme en Amérique, en Angleterre, en Suisse ou en Suède... alors que chez nous il fait froid huit mois sur douze, et que les calories coûtent extrêmement cher.

Une autre faute évidemment de copier de trop près des plans adoptés en des pays où chaque famille bénéficie d'avantages sociaux exceptionnels, avantages parfois fragiles. Nous avons été bien surpris l'été dernier en Suède de voir poindre les prodromes d'une crise économique (et sociale par ricochet). Alors que dans des pays moins privilégiés comme l'Allemagne ou la Russie, les ouvriers (à beaucoup près) sont payés moins cher, travaillant dur dix heures par jour, produisant ainsi à meilleur marché, les Suédois, actuellement si heureux, perdent des marchés extérieurs. Ainsi d'un excès de confort (qui coûte cher) et qui postule de hauts salaires, peut découler un risque de voir s'évanouir le gagne-pain.

Nous ne décrirons pas ces petites maisons suédoises, les plus séduisantes de l'Europe. Un détail nous a surpris et qui montre que les gens modestes du monde entier ont des soucis similaires. Dans une de ces adorables cités nouvelles les maisons comportent parfois une cuisine merveilleusement équipée tout en longueur avec en bout la table des repas accolée à la grande fenêtre sur le jardin. Et la pièce dite de vie (en réalité, comme généralement chez nous, la pièce réservée aux dieux lares, aux photographies de famille, aux beaux meubles et aux trophées sportifs) est séparée de la cuisine-séjour par une paroi entièrement vitrée. En sorte que, de sa table, le ménage contemple avec attendrissement cette pièce formant salon-chambre d'ami où se trouve accumulé tout ce qu'il possède de plus précieux, mis en valeur par le papier peint, le tout *loin de la buée*.

*

La France, en dépit de son appauvrissement par deux guerres, en dépit de ses obligations très lourdes outre-mer, a fait depuis quinze ans un effort étonnant pour sortir d'une crise de logement découlant en grande partie d'une politique démagogique quant aux loyers. Les ministres de la reconstruction ou de la construction qui se sont succédé depuis la guerre ont, avec un courage méritoire, remonté le courant et pallié une situation catastrophique. Les loyers ont pris progressivement un niveau raisonnable, et l'on s'est ingénié à s'adapter aux circonstances et aux considérations économiques.

Au départ on s'était occupé surtout des sinistrés, leur offrant la réparation intégrale des dommages. Les petits sinistrés ont été, règle générale, heureusement assez avantagés, du fait qu'on leur donnait (même pour de très petits dommages) un confort qui n'existait antérieurement pas dans leurs maisons. Par contre, les maisons riches de jadis ont été quelque peu simplifiées.

Mais progressivement, le principe de la reconstruction *en partie sur mesure* a fait place pour la construction à une *confection en grande série*, avec gros et même très gros immeubles collectifs, comme on en construit actuellement dans « le secteur industrialisé », et qui sont en train de bouleverser la vie familiale des Français qui

jusqu'alors tenaient tellement à leur foyer indépendant, où la mère portait le maximum de soins à la formation morale des enfants. Inévitablement, les enfants dans un appartement agacent la mère de famille qui, pour avoir un peu de paix, les envoie dehors, sans surveillance aucune, bien qu'elle craigne toujours pour eux la dangereuse emprise des garnements, précoces fanfarons du vice.

Sans doute on trouve en certaines cités des garderies d'enfants, mais cela n'est pas général et suffisant.

*

Pour les immeubles individuels on a trouvé une formule particulière en essayant de favoriser la commercialisation du bâtiment. La formule a quelques avantages, mais n'est pas sans dangers. Néanmoins, peut-être pour la raison que les gros immeubles intéressent beaucoup plus la grosse entreprise et les grands architectes que la maison individuelle, le plus gros volume de crédits est affecté à des immeubles de plus en plus importants.

Qu'il en soit ainsi pour Paris, où les terrains sont très rares et très chers et où il n'y a aucun risque de chômage, cela peut s'admettre, mais on demeure étonné devant la construction de caravansérails immenses dans des villes de province où des petits collectifs de trois étages groupés avec des maisons individuelles seraient beaucoup plus appréciés surtout si chacun disposait (même pour les occupants des collectifs) d'un jardin potager.

*

Pour la maison individuelle, il semble qu'elle soit de plus en plus du domaine de l'accession à la propriété. La formule est sûrement excellente, mais en fait les formalités pour avoir sa maison sont tellement compliquées que le Français moyen est découragé.

De tous côtés dans nos provinces on constate la naissance d'officines de constructions qui prennent des allures philanthropiques et qui, d'avance, sentent le scandale. Des gens, sortant d'on ne sait où, « démarchent » municipalités, offices d'H. L. M. (avec des grosses voitures) dépensant beaucoup plus d'argent en essence qu'en frais d'études !

Bref, il s'agit d'une levée d'écluse où les débrouillards, sans références, sans diplômes, se sont précipités avec le plus vif enthousiasme. Tous les petits sous-employés des administrations d'Etat, tous les sous-ordres du monde de l'architecture, des travaux publics et de l'entreprise, d'ex-vendeurs de beurre, fromages et œufs, ont fondé des sociétés fantômes aux vocables les plus affriolants, les plus esbrouffeurs. Par moments, les présidents-directeurs généraux de ces mirifiques sociétés, au sujet desquels on n'a aucune espèce de renseignements quant à leur casier judiciaire, leur valeur morale et professionnelle, laissent percer leur naïveté sur leurs plans (démarcation éhontée des plans courants ou des plans déjà « homologués ») en faisant suivre leur signature de nouveaux titres tels que : « le maître de l'œuvre », « le technicien du bâtiment », « le constructeur », etc. Bref, les connaissances en matière de bâtiment relèvent du droit divin.

Par une haine stupide des architectes, on a ouvert ainsi toutes grandes les portes aux abus de confiance.

Les plans homologués étaient souhaitables pour permettre un gros démarrage, pour constituer une sorte d'assistance architecturale analogue à l'assistance médicale et l'assistance judiciaire au profit des « économiquement faibles ». Le principe eût été admissible comme geste de solidarité sociale, en mettant à la disposition du public une centaine de plans de qualité, sous le contrôle de professionnels qualifiés. Au lieu de cela, on s'est trouvé submergé par une vague de « médiocres » soutenus par des personnalités puissantes que l'on veut bien supposer mal informées, car leurs poulains, à brève échéance, peuvent ne pas leur faire grand honneur !

Ainsi vingt ans d'efforts pour remettre de l'ordre dans une corporation sont anéantis ! C'est un brusque envahissement du « métier de construire » par des incompétents, ne possédant que des qualités purement commerciales.

Pourquoi également imposer des normes aussi absolues et rendre si difficile la satisfaction de besoins particuliers ?

Est-il admissible qu'un Français, cent pour cent Français, ne puisse plus avoir *sa* maison, sur *son* terrain, dans *sa* rue, en bordure d'une voirie et de canalisations existantes ? Un cordonnier, un artiste peintre, un avocat, un assureur, un dentiste, un médecin, un vétérinaire, un vigneron, un architecte, ou un député même, seront donc dorénavant des parias, ne pourront plus construire, dans leur ville ou leur village, une maison conforme à leurs besoins ? Ceux-là seront donc pénalisés et exclus des prêts gradués du Crédit foncier. Cela pendant qu'un flibustier quelconque réalisera, hors du périmètre d'agglomération, des lotissements pour lesquels la municipalité devra aménager voirie, réseaux, écoles, parcs, etc.

Parmi tous ces détenteurs de « plans homologués », on peut dire que les plus achalandés, ce seront ceux n'ayant aucune formation sérieuse, car ceux-là ont des aptitudes commerciales inversement proportionnelles à leurs connaissances dans l'art de bâtir. Ces gens inconnus sans compétences, sans références sérieuses, dès les premiers jours, ont tiré tous les cordons de sonnettes voulus pour aboutir à leurs fins, pour caser x fois cent maisons à telle ou telle commune.

Quel micmac va permettre la construction abandonnée à ces gens-là !

Toujours est-il que pour l'instant un Français voulant construire sa maison a de très grandes difficultés pour y parvenir. Il se heurte à tant de formalités administratives, à tant de règlements, qu'il est obligé de s'adresser soit à des architectes sérieux, découragés d'avance par la complexité des règlements en vigueur, soit à des commerçants. Or il n'est pas de marchandise qui prête plus à la tromperie et à la volerie que la bâtisse. Il est certes de vrais architectes ayant conçu d'excellents plans homologués, mais, réservés, n'ayant aucun goût pour les offres de services, leurs projets risquent de se réaliser infiniment moins que ceux des mercantis supérieurement organisés pour faire les démarches à domicile et dans les bureaux.

*

Ainsi, pour la construction, présentement trois efforts principaux : les maisons sur plans homologués ou possédant un agrément technique avec prêts du Crédit foncier, se construisant de façon assez dispersée avec, au départ, à la fois des démarches longues et compliquées, à la fin de grands risques quant à la réalisation. Ensuite des collectifs très nombreux, cette année, de la formule « million », qui, eux aussi, présenteront quelques risques, car vitesse et bon marché coûtent fort cher, dix ans plus tard. Enfin les blocs extrêmement importants du « secteur réservé » ou « secteur industrialisé ». Ce secteur tend à prendre dans les pays à directions autoritaires la place la plus importante. Le grand congrès du bâtiment à Moscou, au mois de décembre 1954, présidé par M. Khrouchtchev lui-même, secrétaire général du Parti communiste, s'est terminé par le triomphe de l'industrie lourde. Les architectes y ont été quelque peu bafoués. Et finalement a été adoptée la règle des projets-types très peu nombreux pour maisons, écoles ou édifices publics réalisés en grande série. L'industrie lourde, ou l'industrie tout court, en bien d'autres pays, tend vers le même but, le bâtiment constituant aux yeux des financiers une activité-refuge du plus haut intérêt et seuls, bien entendu, les chantiers colossaux intéressent « les hommes d'affaires ». *(La Journée du bâtiment — A suivre.)*